



**dossier n° PC 047 001 24 A0069**

date de dépôt : **05 décembre 2024**

demandeur : **Service d'infrastructure de la  
Défense, représenté par Madame HUAU Martine  
pour : Déconstruction d'un bâtiment existant et  
construction d'un nouveau magasin de stockage  
de munitions sur l'emprise militaire du 48 RT.**

adresse terrain : **Avenue Jean Jaurès, à Agen  
(47000)**

**ARRÊTÉ  
accordant un permis de construire  
au nom de l'État**

**Le préfet de Lot-et-Garonne,  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la demande de permis de construire présentée le 05 décembre 2024 par le Service d'infrastructure de la Défense, représenté par Madame HUAU Martine demeurant 9 rue de Cursol, Bordeaux (33000);

Vu l'objet de la demande :

- pour la déconstruction d'un bâtiment existant et la construction d'un nouveau magasin de stockage de munitions sur l'emprise militaire du 48 RT. ;
- sur un terrain situé Avenue Jean Jaurès, à Agen (47000) ;
- pour une surface de plancher créée de 90 m² ;

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu le plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi) de l'Agglomération d'Agen approuvé en date du 22/06/2017 ;

Vu le règlement de la zone UG (zone urbaine répondant à des fonctions de services publics ou d'intérêts collectifs) du PLUi susvisé ;

Vu le plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux approuvé le 22 janvier 2018 (arrêté préfectoral n° 47.2018.01.22.003) ;

Vu la preuve de dépôt n°1\_459142 relative à la déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de déclaration en date du 03/05/2024 ;

Vu l'avis favorable du maire en date du 12/12/2024 ;

Vu l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 10/12/2024 ;

Vu l'avis réputé favorable d'Enedis ;

Considérant que le projet se situe en zone faiblement à moyennement exposée (B2) du plan de prévention des risques naturels prévisibles relatif aux mouvements différentiels de terrains liés aux phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux et qu'il devra respecter les prescriptions de son règlement ;

# ARRÊTE

## Article 1

Le permis de construire est ACCORDÉ sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

## Article 2

### - Zone de risques naturels:

L'ensemble des prescriptions du règlement du PPR Retrait-gonflement des sols argileux devra être respecté et ses recommandations suivies dans toute la mesure du possible, notamment les dispositions jointes au présent arrêté (extrait du règlement du PPR).

A Agen, le

28 janvier 2025

Le préfet,

**L'affichage en mairie de l'avis de dépôt du dossier prévu à l'article R 423-6 a eu lieu le 12/12/24.**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent dans le délai de deux mois à compter de la date de sa notification. Ce recours peut être effectué au moyen de l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Durée de validité du permis :**

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, et en application du décret n°2016-6 du 05 janvier 2016, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 an(s) à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours le délai de validité du permis est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

Conformément aux articles R.424-21 et R.424-22, l'autorisation peut être prorogée deux fois pour une durée d'un an, sur demande de son bénéficiaire si les prescriptions d'urbanisme et les servitudes administratives de tous ordres auxquelles est soumis le projet n'ont pas évolué de façon défavorable à son égard. Dans ce cas la demande de prorogation est établie en deux exemplaires et adressée par pli recommandé ou déposée à la mairie deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité.

### **Le (ou les) bénéficiaire du permis / de la déclaration préalable peut commencer les travaux après avoir :**

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement, ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux).

### **Attention : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :**

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaires du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours.
- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

**L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers :** elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

### **Les obligations du (ou des) bénéficiaire de l'autorisation :**

Il doit souscrire l'assurance dommages-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.



## Extrait du règlement du Plan de Prévention des Risques (P.P.R.) « RETRAIT-GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX » approuvé par arrêté préfectoral le 22 janvier 2018 (dossier complet consultable en mairie)

### Titre II - Mesures applicables aux projets de constructions

Les dispositions du présent titre sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques B1 et B2 délimitées sur la carte de zonage réglementaire.

Cette partie du règlement concerne la construction de tout type de bâtiments et constructions annexes (garages, piscines...). Pour les maisons individuelles, du fait de la sinistralité importante observée sur ce type de construction, des mesures particulières existent et sont traitées dans le chapitre II.

#### Chapitre I - Mesures particulières applicables aux projets de construction et d'extension :

##### Est prescrit en zones B1 et B2 :

Pour déterminer les conditions précises de réalisation, d'utilisation et d'exploitation du projet au niveau de la parcelle, il est prescrit la réalisation d'une série d'études géotechniques sur l'ensemble de la parcelle, définissant les dispositions constructives et environnementales nécessaires pour assurer la stabilité des bâtiments vis-à-vis du risque de tassement différentiel et couvrant les missions géotechniques de type G1 Phase Principes Généraux de Construction (PGC) à G3 (étude et suivi géotechniques d'exécution) au sens de la norme géotechnique NF P 94-500 révisée le 30 novembre 2013. Au cours de ces études, une attention particulière devra être portée sur les conséquences néfastes que pourrait créer le nouveau projet sur les parcelles voisines (Zone d'Influence Géotechnique - ZIG - décrite dans la norme NF P 94-500 révisée le 30 novembre 2013. Par exemple : influence des plantations d'arbres ou rejet d'eau trop proche des limites parcellaires). Toutes les dispositions et recommandations issues de ces études devront être appliquées.

Dès la conception de leur projet, les pétitionnaires doivent aussi veiller à prendre en compte les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde du titre IV du présent règlement.

Pour la réalisation de leur projet les pétitionnaires doivent également appliquer les dispositions du Chapitre III.

Pour les maisons individuelles et leurs extensions, il convient de se référer aux chapitres suivants.

#### Chapitre II - Mesures générales applicables aux constructions de maisons individuelles et de leurs extensions:

Maison individuelle s'entend au sens de l'article L.231-1 du Code de la Construction et de l'Habitation : construction d'un immeuble à usage d'habitation ou d'un immeuble à usage professionnel et d'habitation ne comportant pas plus de deux logements.

##### Est prescrit en zones B1 et B2 :

- soit une série d'études géotechniques, telle que définie au chapitre I du présent titre ;
- soit la réalisation de l'ensemble des règles définies aux articles 1 et 2 du présent chapitre.

##### Article 1 - Est interdite :

L'exécution d'un sous-sol partiel sous une construction d'un seul tenant, sauf mise en place d'un joint de rupture.

##### Article 2 - Sont prescrites les mesures suivantes :

- des fondations d'une profondeur minimum de 1,20 m en zone B1, et 0,80 m en zone B2, sauf rencontre de terrains rocheux insensibles à l'eau à une profondeur inférieure ;
- des fondations plus profondes à l'aval qu'à l'amont pour les terrains en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblais ou déblais-remblais afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- des fondations continues, armées et bétonnées à pleine fouille, dimensionnées selon les préconisations du DTU 13-12 « Règles pour le calcul des fondations superficielles » et réalisées selon les préconisations du DTU 13-11 « Fondations superficielles - cahier des clauses techniques » lorsqu'elles sont sur semelles ;

- toutes parties de bâtiment fondées différemment ou exerçant des charges différentes et susceptibles d'être soumises à des tassements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ; cette mesure s'applique aussi aux extensions ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisons, dimensionné et réalisé selon les préconisations du DTU 20-1 « Ouvrages de maçonnerie en petits éléments : Règles de calcul et dispositions constructives minimales » ;
- si le plancher bas est réalisé sur radier général, la réalisation d'une bêche périphérique est prescrite. S'il est constitué d'un dallage sur terre plein, il doit être réalisé en béton armé, après mise en œuvre d'une couche de béton et de ferrailage, selon les préconisations du DTU 13-3 « Dallages - conception, calcul et exécution ».

Des dispositions doivent être prises pour atténuer le risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations : les solutions de type plancher porté sur vide sanitaire et sous-sol total seront privilégiées ;

- en cas d'implantation d'une source de chaleur en sous-sol (chaudière ou autres), celle-ci ne devra pas être positionnée le long des murs périphériques de ce sous-sol. A défaut, il devra être mis en place un dispositif spécifique d'isolation des murs.

Pour la réalisation de leur projet les pétitionnaires doivent également appliquer les dispositions du Chapitre III.

#### Chapitre III - Dispositions relatives à l'environnement immédiat de tout type de projet :

Les dispositions suivantes réglementent l'aménagement des abords immédiats des bâtiments à la fois dans les zones B1 et B2. Elles ont pour objectif de limiter les risques de retrait-gonflement par une bonne gestion des eaux superficielles et de la végétation.

##### Article 1 - Est interdite :

Toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste à une distance de tout bâtiment existant, ou du projet, inférieure à sa hauteur à maturité (1,5 fois en cas d'un rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m à partir du terrain naturel (niveau du sol) interposé entre la plantation et les bâtiments ;

##### Article 2 - Sont prescrites les mesures suivantes :

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales ;
- la récupération et l'évacuation des eaux pluviales et de ruissellement des abords du bâtiment projeté par un dispositif d'évacuation de type caniveau éloigné à une distance minimale de 1,50 m de tout bâtiment. Le stockage éventuel de ces eaux à des fins de réutilisation doit être étanche et le trop plein évacué à une distance minimale de 1,50 m de tout bâtiment ;
- le caplage des écoulements de faibles profondeurs, lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de tout bâtiment ;
- le rejet des eaux pluviales ou usées et des dispositifs de drainage dans le réseau collectif lorsque cela est possible. À défaut, les points de rejets devront être situés à l'aval du bâtiment projeté et à une distance minimale de 10 mètres de tout bâtiment (sauf contraintes particulières) ;
- la mise en place sur toute la périphérie du bâtiment projeté, à l'exception des parties moyennes avec un terrain déjà construit ou revêtu, d'un dispositif s'opposant à l'évaporation (terrasse ou géomembrane entérée par exemple) et d'une largeur minimale de 1,5 m ;
- la mise en place d'écrans anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m entre le bâtiment projeté et tout arbre ou arbuste existant situé à une distance inférieure à sa propre hauteur à maturité ou, à défaut, l'arrachage des arbres concernés.

##### Article 3 - Est recommandé :

Le respect d'un délai minimum de 1 an entre l'arrachage des arbres ou arbustes éventuels situés dans l'emprise du projet et/ou à son abord immédiat et le démarrage des travaux de construction, lorsque le déboisement concerne des arbres de grande taille ou en nombre important (plus de cinq).

### **Titre III - Mesures applicables aux biens et activités existants**

Cette partie du règlement définit les adaptations qui doivent être effectuées par les propriétaires sur les biens qui ont été construits ou aménagés conformément aux dispositions du code de l'urbanisme, avant l'approbation du PPRN. Il s'agit de dispositions visant à diminuer les risques de désordres par retrait-gonflement des sols argileux en limitant les variations de teneur en eau dans le sol sous la construction et à sa proximité immédiate.

En application de l'article L. 562-1, III du Code de l'Environnement, ces mesures sont rendues le cas échéant obligatoires dans un délai fixé par le PPRN pour les secteurs où l'aléa est le plus fort (zone B1). Compte tenu de la vulnérabilité importante des maisons individuelles face au risque de retrait-gonflement des sols argileux, les mesures suivantes n'incombent qu'aux propriétaires des biens de type « maison individuelle » au sens de l'article L.231-1 du Code de la Construction et de l'Habitat (construction d'un immeuble à usage d'habitation ou d'un immeuble à usage professionnel et d'habitation ne comportant pas plus de deux logements).

**Article 1 - Sont prescrites dans un délai de 5 ans en zone B1 et recommandées en zone B2 les mesures suivantes :**  
La collecte et l'évacuation des eaux pluviales des abords du bâtiment par un système approprié dont le rejet sera éloigné à une distance minimale de 1,5 m de tout bâtiment. Le stockage éventuel de ces eaux à des fins de réutilisation doit être étanche et le trop-plein doit être évacué à une distance minimale de 1,5 m de tout bâtiment.

**Article 2 - Sont recommandées en zones B1 et B2 les mesures suivantes :**

- la mise en place d'un dispositif s'opposant à l'évaporation (terrasse ou géomembrane enterrée) et d'une largeur minimale de 1,50 m sur toute la périphérie du bâtiment, à l'exception des parties moyennes avec un terrain déjà construit ou re-éti ;
- le raccordement des canalisations d'eaux pluviales et usées au réseau collectif lorsque cela est possible. À défaut, il convient de respecter une distance minimale de 10 m entre les points de rejet et tout bâtiment ou limite de parcelle (sauf contraintes particulières).

### **Titre IV - Mesures de prévention, de protection et de sauvegarde**

Les dispositions du présent titre ne s'appliquent pas lorsqu'une étude géotechnique de niveau minimum G2 au sens de la norme NF P 94-500 (révisée 30 novembre 2013) démontre que les fondations de la construction sont suffisamment dimensionnées pour éviter les désordres liés aux aménagements à proximité du bâti.

**Article 1 - Est prescrit en zone B1 et recommandé en zone B2 :**

L'égoutte régulier (au minimum tous les 3 ans) de tous arbres ou arbustes implantés à une distance de toute maison individuelle inférieure à leur hauteur à maturité, sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m interposé entre la plantation et les bâtiments ; cet élagage doit permettre de maintenir stable le volume de l'appareil aérien de l'arbre (feuillage et branchage).

**Article 2 - Sont prescrites et immédiatement applicables les mesures suivantes en zones B1 et B2 :**

- toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste doit respecter une distance d'éloignement par rapport à tout bâtiment au moins égale à la hauteur de la plantation à maturité (1,5 fois en cas d'un rideau d'arbres ou d'arbustes) ou être accompagnée de la mise en place d'un écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m, interposé entre la plantation et les bâtiments ;
- la création d'un puits pour usage domestique doit respecter une distance d'éloignement de tout bâtiment d'au moins 10 m ;
- en cas de remplacement des canalisations d'évacuation des eaux usées et/ou pluviales, il doit être mis en place des dispositifs assurant leur étanchéité ;
- tous travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations doivent être précédés d'une étude géotechnique de type G1 Phase Principes Généraux de Construction (PGC) au sens de la norme NF P94-500 (révisée 30 novembre 2013), pour vérifier qu'ils n'aggraveront pas la vulnérabilité du bâti.

**Article 3 - Sont recommandées les mesures suivantes en zones B1 et B2 :**

- le contrôle régulier d'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales existantes et leur étanchéification en tant que de besoin. Cette recommandation concerne à la fois les particuliers et les gestionnaires des réseaux ;
- ne pas pomper d'eau, entre mai et octobre, dans un puits situé à moins de 10 m d'un bâtiment existant, lorsque la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.



# SDIS47

Service Départemental d'Incendie et de Secours de  
**LOT-ET-GARONNE**

**Pôle Opérationnel**

**Groupement Gestion des Risques  
Service Prévision**

Contact : Madame ROUDANES B.  
Tél. : 05 53 48 95 16  
Mail : prevision@sdis47.fr

**AGGLOMERATION D'AGEN**

8 rue André Chenier BP90045  
47000 AGEN



12 DEC. 2024

Service des Autorisations d'Urbanisme

Réf : T001-01033 D24-2780

Foulayronnes, le 10 décembre 2024

**Objet : Votre demande d'avis en date du reçue le 10/12/2024**

**Pj : Un dossier en retour**

Par courrier cité en référence vous avez transmis pour étude, au Service départemental d'incendie et de secours de Lot-et-Garonne, un dossier référencé :

Numéro de dossier : PC4700124A0069  
Commune : AGEN  
Adresse des travaux : AVENUE JEAN JAURES  
Nom du demandeur : SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE / Mme HUAU MARTINE

J'approuve les observations portées dans le rapport d'étude ci-après, rédigé par l'officier prévisionniste en charge du dossier.

La DREAL étant seule compétente en matière de DECI pour les ICPE, le champ d'étude du SDIS se limitera à l'analyse des conditions d'accessibilité des engins de secours au terrain d'assiette du projet par les voies publiques ou privées et à l'analyse de la défense extérieure contre l'incendie (DECI) existante à moins de 400 mètres du site.

Le Directeur départemental des  
Services d'incendie et de secours.  
Par délégation,  
le chef du groupement Gestion des Risques

Lieutenant-colonel Michel THILL

<b>Objet de l'étude</b>	<p>L'étude concerne la construction d'un magasin dont la vocation sera de stocker des munitions.</p> <p>Ce projet sera dans l'enceinte du 48<sup>ème</sup> régiment des transmissions.</p> <p>Sa surface sera de 90 m<sup>2</sup>.</p> <p>Dans un environnement clôturé et sécurisé.</p> <p>Le projet est soumis au régime relevant de la déclaration ICPE (preuve de dépôt N°1-459142).</p>
<b>Accessibilité aux véhicules de secours</b>	<p>Les <b>conditions d'accessibilité</b> des engins du SDIS <b>au terrain d'assiette du projet</b> (portail), par les voies publiques ou privées respectent les caractéristiques d'une voie engins (cf. FPRS.001).</p>
<b>Défense extérieure contre l'incendie existante</b>	<p>3 poteaux d'incendie n° P47001.0506 / 0507 / 0509 (dont les mesures de débits sont comprises entre 79 et 94 m<sup>3</sup>/h) référencés par nos services se trouvent à moins de 200 mètres du projet par les voies praticables aux engins de secours.</p>
<b>Le rapporteur</b>	Lieutenant 2 <sup>o</sup> classe FILLLOL Jean Philippe

Nota : Les fiches FPRS mentionnées sont disponibles sur le site [sdis47.fr/fprs](http://sdis47.fr/fprs)



MAIRIE  
AGEN

## AVIS DU MAIRE

### Permis de construire comprenant ou non des démolitions

DÉLIVRÉ PAR LE PREFET AU NOM DE L'ETAT

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	référence dossier
Dossier déposé incomplet le 05 Décembre 2024	N° PC 047001 24 A0069
<p><b>Par :</b> SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENSE représentée par Madame HUAU Martine</p> <p><b>Demeurant à :</b> 9 Rue de Cursol 33000 Bordeaux</p> <p><b>Pour :</b> Démolition d'un bâtiment existant et construction d'un nouveau magasin de stockage de munitions sur l'emprise militaire du 48 RT.</p> <p><b>Sur un terrain sis à :</b> Avenue Jean Jaurès <b>Cadastré :</b> AN118</p>	<p>Surface plancher totale : 90,00 m<sup>2</sup></p> <p>Surface plancher construite : 90,00 m<sup>2</sup></p> <p>Logement(s) démoli(s) : 0</p> <p><b>Destinations :</b> Service public ou d'intérêt collectif</p>

L'affichage en Mairie de l'avis de dépôt prévu à l'article R.423-6 du code de l'urbanisme a eu lieu le 12/12/2024

Le terrain est situé en zone PLUi 31 : zonage : UG

Les servitudes suivantes sont applicables :

Le terrain est soumis au Plan de Prévention des Risques Naturels majeurs concernant les mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des sols argileux.

Le terrain est situé dans la zone d'information préventive : périmètre d'application des mesures de protection autour de la centrale de Golfech.

Le terrain est soumis à une contrainte de zone de bruit liée aux nuisances sonores de voies de transports. Routes

## Avis Favorable du Maire

Fait à AGEN  
Le 12 décembre 2024  
Pour le Maire l'Adjoint à l'Urbanisme

Jean PINASSEAU



**PRÉFET  
DU LOT-ET-  
GARONNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# DÉCLARATION D'OUVERTURE DE CHANTIER



N° 13407\*01

<b>Vous devez utiliser ce formulaire pour :</b>		<b>Cadre réservé à la mairie du lieu du projet</b>	
Déclarer que vous avez commencé les travaux ou aménagements autorisés		La présente déclaration a été reçue à la mairie le :     /     /     (cachet de la mairie et signature du receveur)	
<b>1- Désignation du permis</b>			
Permis de construire ⇒ N° PC 047 001 24 A0069			
<b>2- Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)</b>			
Vous êtes une personne morale			
Dénomination : SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENS		...Raison sociale : Ministère des armées	
N°SIRET: 13000190200027 catégorie juridique :			
Représentant de la personne morale :			
NOM et prénom : Madame HUAU Martine			
<b>3- Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du (ou des) co-titulaire(s) de l'autorisation)</b>			
Adresse : Numéro : ..... Voie : .....			
Lieu-dit : ..... Localité : .....			
Code postal : ..... BP : ..... CEDEX : .....			
Si le demandeur habite à l'étranger/ Pays : ..... Division territoriale : .....			
J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : .....@..... J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique, ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.			
<b>4. Ouverture de chantier</b>			
Je déclare le chantier ouvert depuis le     /     /			
<input type="checkbox"/> Pour la totalité des travaux		<input type="checkbox"/> Pour une tranche des travaux Si l'ouverture du chantier ne concerne qu'une partie de l'aménagement ou une partie seulement des constructions, veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions commencés :	
L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ? <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non			
Surface hors œuvre nette créée (en m²) : .....			
Nombre de logements commencés : ..... dont individuels : ..... dont collectifs : .....			
<b>Répartition du nombre total de logements terminés par type de financement</b>			
<input type="checkbox"/> Logement Locatif Social : .....			
<input type="checkbox"/> Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : .....			
<input type="checkbox"/> Prêt à taux zéro : .....			
<input type="checkbox"/> Autres financements : .....			
<b>Je certifie exactes les informations ci-dessus</b> A..... ..... Le :		<b>Signature du (ou des) déclarant(s)</b>	
Votre déclaration établie en trois exemplaires devra être déposée à la mairie du lieu du projet			



Informations : Outre qu'il comporte des risques liés à un accident ou une malfaçon toujours possible, le recours à un travailleur non déclaré est passible des sanctions prévues par les articles L. 362-3 et R. 362-3 du Code du travail. Au moment de l'ouverture du chantier, le bénéficiaire doit être en possession de la preuve qu'il a souscrit une assurance dommage-ouvrages : à défaut, il encourt des sanctions pénales, sauf s'il construit pour lui-même ou sa proche famille. Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc) au centre des impôts ou au centre des impôts fonciers (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☐



**PRÉFET  
DU LOT-ET-  
GARONNE**

Liberté  
Égalité  
Fraternité



N° 13408\*01

**Déclaration attestant l'achèvement  
et la conformité des travaux**

Vous devez utiliser ce formulaire pour :	Cadre réservé à la mairie du lieu du projet
<ul style="list-style-type: none"><li>• Déclarer l'achèvement des travaux de construction ou d'aménagement</li><li>• Déclarer que les travaux de construction ou d'aménagement sont conformes à l'autorisation et respectent les règles générales de construction</li><li>• Déclarer que le changement de destination ou la division de terrain a été effectué et est conforme au permis ou à la déclaration préalable</li></ul>	La présente déclaration a été reçue à la mairie          le : _____ (cachet de la mairie et signature du receveur)

1- Désignation de l'autorisation
Permis de construire ⇒ N° PC 047 001 24 A0069

2- Identité du déclarant (Le déclarant est le titulaire de l'autorisation)
<p><b>Vous êtes une personne morale</b> Dénomination : SERVICE INFRASTRUCTURE DE LA DÉFENS      Raison sociale : Ministère des armées N°SIRET: 13000190200027      Catégorie juridique : Représentant de la personne morale : NOM et prénom : Madame HUAU Martine</p>

3- Coordonnées du déclarant (Ne remplir qu'en cas de changement des coordonnées du titulaire de l'autorisation ou du déclarant. Vous pouvez également remplir la fiche complémentaire en cas de changement des coordonnées du déclarant ou du titulaire du permis.
<p>Adresse : Numéro : ..... Voie : ..... Lieu-dit : ..... Localité : ..... Code postal : ..... BP : ..... CEDEX : ..... Si le demandeur habite à l'étranger/ Pays : ..... Division territoriale : .....</p>
<p><b>J'accepte de recevoir par courrier électronique les documents transmis en cours d'instruction par l'administration à l'adresse suivante : .....@.....</b> <i>J'ai pris bonne note que, dans un tel cas, la date de notification sera celle de la consultation du courrier électronique, ou, à défaut, celle de l'envoi de ce courrier électronique augmentée de huit jours.</i></p>

#### 4- Achèvement des travaux

**Chantier achevé depuis le** .....  
**Ensemble des divisions effectué le :** .....  
**Changement de destination effectué le :** .....

☐ Pour la totalité des travaux

☐ Pour une tranche des travaux

Veuillez préciser quels sont les aménagements ou constructions achevés :

**L'aménageur a été autorisé à différer les travaux de finition des voiries ?** ☐ Oui ☐ Non

Surface hors œuvre nette créée (en m<sup>2</sup>) : .....

Nombre de logements terminés : ..... dont individuels : .... dont collectifs : ....

#### Répartition du nombre total de logements terminés par type de financement

☐ Logement Locatif Social : ----

☐ Accession Aidée (hors prêt à taux zéro) : ----

☐ Prêt à taux zéro : ----

☐ Autres financements : ----

**J'atteste que les travaux sont achevés et qu'ils sont conformes à l'autorisation (permis ou non opposition à la déclaration préalable)<sup>1</sup>**

A .....  
Le : .....

**Signature du (ou des) déclarant(s)**

A .....  
Le : .....

**Signature de l'architecte (ou de l'agréé en architecture) s'il a dirigé les travaux**

#### Pièces à joindre :

☐ AT1 : l'attestation constatant que les travaux réalisés respectent les règles d'accessibilité applicables mentionnées à l'art. R.111-19-15 du code de la construction et de l'habitation ;

☐ AT2 : dans les cas prévus par les 4° et 5° de l'article R.111-38 du code de la construction et de l'habitation, la déclaration d'achèvement est accompagnée du document prévu à l'article L. 112-19 de ce code, établi par un contrôleur technique mentionné à l'article L. 111-23 de ce code, attestant que le maître d'ouvrage a tenu compte de ses avis sur le respect des règles de construction parasismiques et para-cycloniques prévues par l'article L. 563-1 du code de l'environnement

☐ AT3 : L'attestation de prise en compte de la réglementation thermique prévue par l'article R.111-20-3 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-1 du code de l'urbanisme].

☐ AT4 : L'attestation de prise en compte de la réglementation acoustique prévue par l'article R.111-4-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.462-4-3 du code de l'urbanisme].

La déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux est adressée :

- soit par pli recommandé avec demande d'avis de réception postal au maire de la commune
- soit déposée contre décharge à la mairie

A compter de la réception en mairie de la déclaration, l'administration dispose d'un délai de **trois mois** pour contester la conformité des travaux au permis ou à la déclaration préalable. Ce délai est porté à **cinq mois** si votre projet entre dans l'un des cas prévu à l'article R. 462-7 du code de l'urbanisme<sup>2</sup>.

Dans le délai de 90 jours à compter du moment où les locaux sont utilisables, même s'il reste encore des travaux à réaliser, le propriétaire doit adresser une déclaration par local (maison individuelle, appartement, local commercial, etc.) au centre des impôts ou au centre des impôts foncier (consulter ces services). Ces obligations déclaratives s'appliquent notamment lorsque le permis ou la déclaration préalable ont pour objet la création de surfaces nouvelles ou le changement de destination et le cas échéant de sous-destination de surfaces existantes. Le défaut de déclaration entraîne la perte des exonérations temporaires de taxe foncière de 2, 10, 15 ou 20 ans (dispositions de l'article 1406 du Code général des impôts).

Si vous êtes un particulier : La loi n° 78 -17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique aux réponses contenues dans ce formulaire pour les personnes physiques. Elle garantit un droit d'accès aux données nominatives les concernant et la possibilité de rectification. Ces droits peuvent être exercés à la mairie. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande.

Si vous souhaitez vous opposer à ce que les informations nominatives comprises dans ce formulaire soient utilisées à des fins commerciales, cochez la case ci-contre ☐

<sup>1</sup> La déclaration doit être signée par le bénéficiaire de l'autorisation ou par l'architecte ou l'agréé en architecture, dans le cas où ils ont dirigé les travaux.

<sup>2</sup> Travaux concernant un immeuble inscrit au titre des monuments historiques ; travaux situés dans un secteur sauvegardé, dans un site inscrit ou classé au titre du code de l'environnement, travaux concernant un immeuble de grande hauteur ou recevant du public ; travaux situés dans le cœur d'un parc national ou dans un espace ayant vocation à être classés dans le cœur d'un futur parc national ; travaux situés dans un secteur couvert par un plan de prévention des risques.